

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule C3

Carcassonne, le 10 mai 2022

320 chemin de Maquens
ZI La Bouriette - CS 70069
11185 CARCASSONNE Cédex 9

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL CASTELNAUDARY

Route de Revel
11400 CASTELNAUDARY

Références : UID11/66-C3-2022-237

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 avril 2022 dans l'établissement TERREAL CASTELNAUDARY implanté Route de Revel 11400 CASTELNAUDARY. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL CASTELNAUDARY
- Route de Revel 11400 CASTELNAUDARY
- Code AIOT dans GUN : 0006600081
- Régime : Autorisation

Le site fabrique des produits en céramique en terre cuite (tuiles et accessoires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de visite de 2019,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté n° 2007-11-1780 du 16 juillet 2007 complété autorisant les activités du site (en particulier les rejets atmosphériques),
- Contrôle des équipements sous pression (ESP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- "avec suites administratives" : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- "susceptible de suites administratives" : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- "sans suite administrative".

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 1.2.1	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.1	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.2	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 3.2.3	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.4	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.1	/	Sans objet
Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.3	/	Sans objet
Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.2	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 6.2.2	/	Sans objet
Garanties financières	AP Complémentaire du 03/07/2014, article 6 et 7	/	Sans objet
Garanties financières	AP Complémentaire du 03/07/2014, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet
Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 7.7.2	/	Sans objet
Modalités d'exercice et contenu de la surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité. Toutefois, l'exploitant doit mettre en conformité les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a établi la liste de ses équipements sous pression (ESP). La liste comporte l'ensemble des informations requises. Sur les 7 équipements, seul un équipement relève de l'arrêté ministériel de 2017. Il est demandé de compléter la liste avec les critères conduisant à classer ou non l'équipement comme relevant de l'arrêté de 2017, à savoir le volume et la pression quand l'équipement est du type récipient.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : L'équipement relevant de l'arrêté de 2017 a été requalifié en 2019 et n'a pas encore fait l'objet de l'inspection périodique. Pour rappel, les inspections périodiques des équipements de type récipient doivent être réalisées au maximum à 4 ans suivant une requalification périodique. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans

est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée. <p>Constats : Les documents fournis par l'exploitant, notamment l'attestation de requalification périodique, comportent l'ensemble des informations requises.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des rubriques</p> <p>Constats : Certaines activités classées ont évolué, notamment celles relevant des rubriques n° 1430 et 1432, l'exploitant doit faire un point de sa situation administrative et la transmettre à l'inspection dans un délai de trois mois.</p> <p>Par ailleurs, il a été rappelé à l'exploitant que toute modification des conditions d'exploitation de ses installations doit être portée à la connaissance du préfet avec les éléments ad hoc, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement (notamment les évolutions projetées sur les exutoires de rejets atmosphériques – voir ci-dessous).</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : [...] Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droit pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : Les rapports de contrôle de 2020 et 2021 mentionnent plusieurs écarts aux normes de mesures pour différents points de rejet qui sont récurrents. L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 3 mois, les mesures prises pour mettre en conformité les rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Prescription contrôlée : Voir tableau AP
Constats : Des points de rejets ont été modifiés ou rajoutés. L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 3 mois, un dossier de modification conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement afin d'encadrer réglementairement ces modifications si nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Prescription contrôlée : Voir tableau AP
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du respect des valeurs minimales pour les hauteurs des points de rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration
Prescription contrôlée : Valeur limites (voir tableau AP)
Constats : Les rapports de contrôle de 2020 et 2021 des rejets atmosphériques mettent en évidence que les valeurs limites en concentration pour plusieurs paramètres et pour différents points de rejets ne sont pas respectées. L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 3 mois, les mesures prises pour mettre en conformité les rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Flux
Prescription contrôlée : Valeur limites (voir tableau AP)
Constats : Les rapports de contrôle de 2020 et 2021 des rejets atmosphériques mettent en évidence que les valeurs limites en flux pour les poussières pour différents points de rejets ne sont pas respectées. L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 3 mois, les mesures prises pour mettre en conformité les rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 25 000 m ³ sur l'année avec un débit maximal journalier de 75 m ³ . A l'exception de l'alimentation de l'ordre de 5,25 m ³ /j des équipements sanitaires de l'établissement par le réseau public, les approvisionnements doivent provenir, par ordre de priorité selon les disponibilités, des ressources suivantes : - une alimentation en eau brute depuis la retenue de la Ganguise située à 20 km, - le réseau public.
Constats : L'exploitant a justifié du respect de la valeur limite de 25 000 m ³ /an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : [...] Tous les effluents aqueux sont canalisés. [...]

Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), de la zone de stockage de produits finis, de voiries et de parking, sont toutes collectées et canalisées.

L'exploitant doit transmettre dans un délai de 3 mois les éléments justifiant de la bonne collecte de ces eaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]

Constats : Lors de la visite, il a pu être constaté que des caniveaux de collecte des eaux pluviales, au niveau des zones de voiries, de parking et de stockage des produits finis, n'étaient pas entretenus.

L'exploitant doit transmettre dans un délai de 3 mois les éléments justifiant du bon entretien des réseaux de collecte.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir de plan spécifique comprenant, de manière lisible, l'ensemble des informations prévues par cet article et correctement légendé.

L'exploitant doit transmettre ce plan dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites

Prescription contrôlée : Voir tableau AP
Constats : Le dernier rapport de mesures sonores fait état de dépassement des niveaux limites de bruit en limite de propriété. L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 3 mois, les mesures prises pour mettre en conformité les niveaux sonores en limite de propriété.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a justifié des contrôles annuels des moyens de lutte contre l'incendie. Ils sont reportés sur le registre de sécurité. Il semble opportun que l'exploitant réalise un exercice avec le SDIS courant 2022 ou 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités d'exercice et contenu de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2007, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : voir tableau AP
Constats : Les rapports de rejets atmosphériques portent sur les paramètres prescrits et respectent la fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2014, article 6 et 7
Thème(s) : Autre, Renouvellement et actualisation
Prescription contrôlée : ARTICLE 6 : RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins

<p>trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>ARTICLE 7 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur datée du dernier indice public TP01 ; - la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission. <p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis le renouvellement des garanties financières actualisé trois mois avant la date d'échéance de l'attestation en cours (le 30 juin 2022).</p> <p>L'exploitant doit transmettre dans un délai de 1 mois le nouveau document attestant des garanties financières contractées.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2014, article 12
Thème(s) : Autre, Quantité maximale de déchet
<p>Prescription contrôlée : A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.</p> <p>Quantité maximale sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5,2 tonnes de déchets non dangereux ; - 14 tonnes de déchets dangereux. <p>Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du respect des quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur site, incluant les déchets du CRED (centre de recherche et développement de TERREAL).</p> <p>Il est à noter que le montant des garanties financières est calculé sur la base de ces quantités. En cas de non-respect, le montant des garanties financières doit être modifié.</p> <p>L'exploitant doit transmettre dans un délai de 3 mois les justificatifs du respect de l'article ou une nouvelle évaluation du montant des garanties financières.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>